

BARANOVSKY, Vladimir (dir.). *Russia and Europe, the Emerging Security Agenda*. Don Mills, SIPRI, Oxford University Press, 1997, 600 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 29, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703982ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703982ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Romer, J.-C. (1998). Compte rendu de [BARANOVSKY, Vladimir (dir.). *Russia and Europe, the Emerging Security Agenda*. Don Mills, SIPRI, Oxford University Press, 1997, 600 p.] *Études internationales*, 29(4), 1023–1025.
<https://doi.org/10.7202/703982ar>

Au Sandjak de Novi Pazar, la population musulmane compose la majorité des quelque 500 000 habitants. Tout comme en Voïvodine, la question nationale dans la « petite » Yougoslavie se heurte à l'intransigeance de Belgrade.

La cinquième section qui concerne l'ex-URSS, passe en revue la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Dans cette partie européenne de l'ex-URSS, la russification et la présence massive des Russes (30,3 % de la population en Estonie, 33,8 % en Lettonie) ne cessent de se répercuter sur la vie sociale, culturelle, politique et linguistique des États concernés.

Finalement, la sixième section, en guise de conclusion, livre la réflexion de l'auteur qui en connaissance de cause s'interroge sur le passé et l'avenir.

« Au moment où les deux Europes se rapprochent, une deuxième chance s'offre de construire la démocratie, cette fois en respectant les minorités. » (p. 173)

Les nombreuses cartes et des tableaux statistiques complètent le livre accessible à toutes et tous. Il s'agit d'une référence utile aux étudiants intéressés aux problèmes minoritaires de cette partie de l'Europe. On ne peut qu'en recommander la lecture.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada

RUSSIE

Russia and Europe, the Emerging Security Agenda.

BARANOVSKY, Vladimir (dir.).

Don Mills, SIPRI, Oxford University Press, 1997, 600 p.

La Russie, l'Europe et la sécurité. La question est vaste, complexe, ancienne et sans cesse renouvelée. Vladimir Baranovsky, sans doute l'un des meilleurs experts russes des questions européennes, détaché au SIPRI, a rassemblé un groupe de quelque 26 chercheurs pour aborder cette question sous ses divers aspects. L'un des principaux intérêts de cet ouvrage collectif est d'avoir rassemblé, pour répondre aux diverses questions posées par ce sujet, des spécialistes venant de Russie, d'Europe centrale et des pays occidentaux. Plus précisément et dans la plupart des cas, chaque aspect de la question est traité successivement par un expert russe et par un expert européen – ou américain – diversifiant ainsi de manière salubre les divers points de vues. Il ne sera pas question ici de rendre compte de chacune de ces contributions, toutes d'une excellente qualité d'expertise, mais plutôt de présenter les thèmes récurrents, ce qui fait l'unité de l'ouvrage plutôt que sa diversité.

Les contributions ont été subdivisées en douze grandes parties que l'on peut regrouper en trois grands thèmes: le contexte général, les implications internes à la Russie de la sécurité européenne (comprenant les problèmes de l'héritage soviétique, le débat sur l'intérêt national russe et le débat militaire) et enfin les spécificités régionales et subrégionales de la sécurité dans l'ancienne sphère d'in-

fluence soviétique (les trois républiques slaves ex-soviétiques, l'espace balte, l'Europe centrale, les Balkans et le Caucase-sud). Précisons enfin que chaque grande partie est précédée d'une sorte de tableau de bord comprenant fort opportunément une carte, une chronologie et, le cas échéant, des tableaux présentant les principales données chiffrées sur le sujet.

Dans pratiquement tous les chapitres, il apparaît que l'approche russe de la sécurité est surtout déterminée par des préoccupations de politique intérieure. Or, des analyses de la situation intérieure russe – bien qu'effectuées avant 1996, elles sont toujours valables en 1998 – il ressort que la Russie peut être qualifiée de « bureaucratie sans État ». Ceci pose dans ces conditions la capacité du centre à exercer son contrôle sur l'ensemble du territoire et notamment dans les zones à risque : Nord-Caucase, Volga, Sibérie-Baïkal, ceinture nord, Kaliningrad (A. Salmin, chap. 6). Ces tensions ne facilitent pas l'aboutissement de la quête – permanente mais plus que jamais d'actualité – d'une conscience d'appartenance à une communauté clairement définie (M. Mendras, chap. 5) et, *a fortiori*, à l'énoncé de l'intérêt national russe. Or, cette quête se développe à partir de 1993, c'est-à-dire à un moment où la Russie abandonne une diplomatie résolument suiviste à l'égard de l'Occident sans pour autant réussir à s'imposer comme puissance nouvelle dans le monde. Le débat sur l'intérêt national, ouvert en 1993, prend alors une tournure plus conservatrice et nationale. Sur ce chapitre, A. Arbatov propose une synthèse des principales positions et idées défendues par les protagonistes du débat qui ne se subdivise pas en deux

mais en quatre grands courants de pensée : occidentalistes, libéraux modérés, conservateurs modérés et nationalistes.

À cette réflexion sur l'intérêt national et la pensée politique est étroitement lié l'état de l'armée. Deux auteurs, un britannique et un russe (R. Allison et A. Konovalov) montrent l'état de désorganisation et de délabrement de l'armée russe, les risques induits par sa politisation et le caractère incertain du document sur la doctrine militaire adoptée en 1993 qui ne saurait être que transitoire : peut-on concevoir une doctrine militaire avant d'avoir défini l'intérêt national ?

De plus, cette armée qui n'a pas encore défini les menaces auxquelles elle doit se préparer est dans le même temps confrontée à une multiplication des conflits dans son « étranger proche ». Elle est alors envoyée comme force d'interposition ou de pacification pour régler tant bien que mal des conflits hérités, soit du développement de l'Empire tsariste, soit de la politique des nationalités de l'URSS, soit encore de sa désintégration. Mais derrière cette diversité de cas, il apparaît clairement que l'idée selon laquelle la fin du communisme apporterait une ère de paix nouvelle s'est vite avérée totalement illusoire (V. Kremeniuk, chap. 11). Et si les conflits armés épargnent la Biélorussie et l'Ukraine, l'avenir des relations entre les trois républiques slaves de la CEI demeure incertain, partagé entre tendances centrifuges et perspectives de (ré)intégration (V. Kremen, S. Karaganov, chap. 12 et 13).

Les cas des républiques baltes et de l'Europe du Nord dans son ensemble font l'objet d'une étude croisée

(L. Jonson et A. Sergunin) montrant les incertitudes de la politique russe à l'égard de cette région. Car si en termes militaires, la menace russe en mer Baltique a diminué, il s'y substitue une menace d'ordre écologique, tenant à la sûreté nucléaire des installations russes, très fortement ressentie. De plus, la place que trouveront les trois républiques baltes dans le continent européen détermineront largement l'évolution de la nature des neutralités suédoise et finlandaise. Concernant l'enclave de Kaliningrad, que visiblement la Russie n'entend pas abandonner car elle permet de compenser les pertes stratégiques dans la région, elle reste un lieu de crise potentielle.

Des analyses sur l'Europe ex-communiste, l'on retiendra surtout le chapitre rédigé par W. Lamentowicz, universitaire et député polonais, qui présente, dans un très convaincant tableau, les paradoxes et les ambiguïtés des mutations géopolitiques de cette partie de l'Europe qui, d'une position centrale, est passée à la périphérie et qui s'interroge sur les trois options (post-, non- ou néo-impérialiste) qu'offre la politique russe à son égard. Mais, ajoute Yu. Davydov (chap. 17), il ne faut pas non plus négliger le fait que le refus d'une compréhension mutuelle entre Russie et Europe centrale constitue l'un des principaux obstacles à la mise en place d'un système de sécurité collective en Europe. Mais plus complexe encore que les relations de la Russie avec l'Europe centrale, apparaissent ses relations avec les pays des Balkans car leurs enjeux dépassent la dimension strictement européenne (S. Larrabee, N. Alexandrova-Arbatova).

Enfin, A. Zagorski (chap. 24) dresse un tableau très clair et complet des liens tissés par la Russie avec les diverses institutions européennes ou atlantiques montrant que Moscou « a tendance à considérer qu'une organisation à laquelle la Russie ne peut appartenir est susceptible de lui être hostile et de constituer à ses frontières un nouveau « cordon sanitaire ».

L'ouvrage s'achève par une brillante synthèse dressée par V. Baranovski qui reprend tous les grandes thèmes abordés par l'équipe qu'il a mise en place et qui montre, une fois encore, qu'en termes de sécurité, il existe une incontestable corrélation entre le développement interne de la Russie et l'élaboration d'une politique étrangère crédible. Il relève également que, en raison des luttes politiques internes, la politique étrangère russe reste chaotique. Mais que, à vouloir reléguer la Russie comme puissance de deuxième ordre, l'Occident favorise le développement de tendances isolationnistes qui seront nécessairement préjudiciables à la sécurité du continent tout entier.

En conclusion, il convient de constater que même si certaines questions posées ont trouvé en tout ou en partie leurs réponses, cet ouvrage présente un bilan clair, précis, argumenté et intelligent de la politique étrangère et de sécurité menée par la Fédération de Russie durant les cinq premières années de son existence.

Jean-Christophe ROMER

*Université de Strasbourg III
France*